



Canadian Food  
Inspection Agency

Agence canadienne  
d'inspection des aliments

## Recherche sur l'opinion publique auprès de petits producteurs pour appuyer les communications sur la peste porcine africaine

### Sommaire

Préparé pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments

Nom du fournisseur : Earnscliffe Strategy Group  
Numéro du contrat : 39903-210590/001/CY  
Valeur du contrat : 129 699,47 \$ (y compris la TVH)  
Date d'attribution : 4 décembre 2020  
Date de livraison : 26 mars 2021

Numéro d'enregistrement : ROP-069-20

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec l'ACIA à l'adresse suivante : [cfia.enquiriesarchive-archivedemandederenseignements.acia@inspection.gc.ca](mailto:cfia.enquiriesarchive-archivedemandederenseignements.acia@inspection.gc.ca)

This report is also available in English.

Canada 

# Recherche sur l'opinion publique auprès de petits producteurs pour appuyer les communications sur la peste porcine africaine

Préparé pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments

Nom du fournisseur : Earncliffe Strategy Group

Mars 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats des groupes de discussion, du sondage téléphonique et du sondage en ligne menés par Earncliffe Strategy Group au nom de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. La recherche a été menée de janvier à mars 2021.

**This publication is also available in English under the title: Public opinion research with small scale producers to support communications on African Swine Fever**

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments à l'adresse suivante :

[cfia.enquiriesarchive-archivedemandederenseignements.acia@inspection.gc.ca](mailto:cfia.enquiriesarchive-archivedemandederenseignements.acia@inspection.gc.ca)

ou :

Agence canadienne d'inspection des aliments  
1400, chemin Merivale  
Ottawa (Ontario) K1A 0Y9

Numéro de catalogue : A104-206/2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-38838-0

Publications connexes (numéro d'inscription) : ROP-069-20

A104-206/2021E-PDF (Rapport final, anglais)  
978-0-660-38837-3

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de la Santé, 2021

## Sommaire

### But et objectifs

Earnscliffe Strategy Group (Earnscliffe) a le plaisir de présenter ce rapport à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) sur les résultats de la recherche menée auprès des petits producteurs de porcs et des propriétaires de porcs afin d'éclairer les communications futures sur la peste porcine africaine (PPA).

La PPA pose un risque important pour la santé des troupeaux de porcs du Canada, l'industrie du porc et l'économie canadienne. Cette maladie virale, bien qu'elle ne constitue une menace que pour les porcs, est très contagieuse et peut se propager rapidement par contact direct ou indirect avec des porcs ou des produits porcins infectés, ainsi qu'avec l'équipement agricole. Afin d'atténuer les risques de la peste porcine africaine au Canada, le Centre national des opérations d'urgence pour la PPA de l'ACIA a examiné les voies d'introduction possibles de la maladie au Canada. Le Centre a identifié les agriculteurs dont les pratiques de biosécurité à la ferme sont insuffisantes et ceux qui pourraient nourrir les porcs avec du porc ou des produits porcins comme point d'entrée possible.

Pour réduire le risque de PPA au Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a l'intention de communiquer avec les petits producteurs de porc et les agriculteurs amateurs pour les informer du risque de PPA et de protéger les porcs du Canada en encourageant des pratiques de biosécurité à la ferme plus rigoureuses. L'ACIA doit s'appuyer sur une recherche pour étayer ses efforts visant à renforcer les pratiques de biosécurité et à protéger l'industrie canadienne du porc. La recherche servira à éclairer les communications futures avec les petits producteurs de porc et les propriétaires de porcs sur la PPA et d'autres questions semblables.

Les objectifs de recherche particuliers de cette étude étaient les suivants :

- Mieux comprendre le niveau de sensibilisation des petits agriculteurs à la PPA et les mesures en place dans leur ferme pour atténuer le risque lié à la PPA;
- Découvrir quelles ressources peuvent être nécessaires et quels sont les obstacles à de saines pratiques de biosécurité;
- Découvrir comment ils se tiennent au courant des questions de santé animale (comme la PPA) qui pourraient avoir une incidence sur leur ferme et sur quelles sources d'information ils se fient (par ex., associations, bulletins, publications, forums, etc.);
- Recueillir des commentaires sur la meilleure façon de communiquer avec eux au sujet de la PPA, d'autres maladies animales étrangères potentielles et de problèmes de santé animale.

La valeur totale du contrat de recherche est de 129 699,47 \$, y compris la TVH.

### Méthodologie

Pour atteindre ces objectifs, Earnscliffe a mené un programme de recherche en 2 volets. Le programme de recherche commençait par un sondage à deux modes :

- Petits producteurs de porc qui n'appartiennent pas à une association nationale ou provinciale de producteurs de porc;
- Propriétaires de porcs qui n'ont pas d'entreprise agricole enregistrée et qui n'appartiennent pas à une association nationale ou provinciale de producteurs de porc.

Au total, 355 petits producteurs de porcs (56) et propriétaires de porcs sans entreprise agricole enregistrée (299) ont été interrogés. Le sondage a été mené en collaboration avec notre sous-traitant quantitatif, Léger Marketing. Les petits producteurs de porc ont été interrogés par téléphone à partir du centre d'appel virtuel de Léger, à l'aide de leur système d'interview téléphonique assistée par ordinateur de pointe. Léger a tiré l'échantillon de la liste d'entreprises agricoles enregistrées de Dun & Bradstreet. Les propriétaires de porcs sans entreprise agricole enregistrée ont été interrogés en ligne au moyen du panel exclusif de Léger. Les entrevues téléphoniques ont eu lieu entre le 29 janvier et le 2 mars 2021, et la durée moyenne des entrevues a été de 25 minutes. Les entrevues en ligne ont eu lieu entre le 8 février et le 8 mars 2021, et la durée moyenne des entrevues était de 9 minutes. En raison du manque d'information sur la taille et le profil des environnements échantillonnés, les données n'ont pas été pondérées.

Le deuxième volet portait sur des données qualitatives et comportait une série de 20 entrevues avec des petits producteurs de porc qui n'appartiennent pas à des associations nationales ou provinciales de producteurs de porc. 15 des entrevues ont été menées en anglais et 5 en français. 13 entrevues ont été menées par téléphone et 7 par Zoom. Les entrevues ont duré environ 30 minutes. Les participants ont été recrutés à partir de la liste d'entreprises agricoles enregistrées de Dun & Bradstreet. Les entrevues ont eu lieu du 16 février au 4 mars 2021.

Il est important de noter que la recherche qualitative est une forme de recherche scientifique, sociale, stratégique et sur l'opinion publique. Ce type de recherche n'est pas conçu pour aider à atteindre un consensus ou à prendre des décisions, mais plutôt pour obtenir la gamme complète d'idées, d'attitudes, d'expériences et d'opinions d'un échantillon sélectionné de participants sur un sujet défini. En raison du petit nombre de participants en cause, on ne peut s'attendre à ce qu'ils soient entièrement représentatifs sur le plan statistique de la population plus vaste d'où ils proviennent, et les constatations ne peuvent être généralisées de façon fiable au-delà de leur nombre.

## Principales constatations

- La sensibilisation à la PPA n'est pas universelle, mais elle est plus élevée chez les agriculteurs (61 %) que chez les non-agriculteurs (30 %). Peu de participants à la recherche qualitative pourraient fournir des détails sur la PPA, ce qui indique que la compréhension approfondie de la maladie et de ce qu'elle pourrait entraîner n'est pas répandue.
- La PPA suscite des préoccupations, mais peu de gens sont particulièrement inquiets. Seulement 4 % des agriculteurs et 14 % des non-agriculteurs estiment que cela pose un risque élevé pour leurs porcs.
  - La moitié (50 %) des agriculteurs disent savoir comment prévenir la propagation de la PPA à leurs porcs. Un tiers (35 %) des non-agriculteurs sont d'accord.
  - Plusieurs participants à l'étude qualitative ont expliqué que la PPA ne les préoccupe pas, parce qu'ils ne pensent pas qu'elle soit présente au Canada, et que même si elle devait entrer au Canada, ils estiment qu'elle serait correctement contenue par les autorités et ils ont confiance dans leurs propres mesures de biosécurité pour empêcher la propagation de la maladie.
  - En ce qui a trait au niveau de confiance des répondants envers la capacité des autorités de réglementation gouvernementales de rapidement contenir une éclosion, le sondage a révélé que

près de la moitié des répondants (46 %) présentaient un faible niveau de confiance. Bien que ce résultat semble contredire la constatation qualitative ci-dessus, le faible niveau d'inquiétude indiqué par les agriculteurs dans l'étude qualitative pourrait être attribuable à la supposition qu'ils contiendraient cette éclosion eux-mêmes. 70 % des agriculteurs interrogés ont indiqué que la PPA pose peu de risques ou aucun risque pour leurs porcs, 86 % des agriculteurs ont affirmé qu'ils communiqueraient avec un vétérinaire si leurs porcs présentaient des symptômes de la maladie et seulement 25 % étaient en désaccord avec l'affirmation indiquant qu'ils connaissent toutes les pratiques exemplaires visant à contenir la PPA. Par ailleurs, la différence pourrait s'expliquer par l'interprétation du mot « rapidement ». Il est toutefois encourageant de savoir que ceux qui sont très préoccupés par les maladies porcines sont aussi plus confiants envers la capacité des autorités de réglementation gouvernementales de contrôler la propagation.

- Plus des trois quarts (79 %) des agriculteurs et 60 % des non-agriculteurs affirment avoir mis en place des mesures pour prévenir la propagation de la maladie.
  - Il est à noter que les non-agriculteurs sont moins nombreux que les agriculteurs à prendre un grand nombre des mesures selon l'étude du sondage quantitatif. Ils sont également plus susceptibles de laisser leurs porcs interagir avec d'autres animaux et visiteurs.
  - L'étude qualitative suggère qu'il existe probablement un large éventail de mesures de biosécurité. Beaucoup de répondants ont mentionné la vaccination de leurs porcs. Quelques-uns ont indiqué qu'ils limitent les interactions extérieures avec leurs porcs et s'assurent que tous ceux qui entrent en contact avec eux ont des vêtements propres, se désinfectent correctement, etc. Certains ont donné des détails particuliers sur le type d'aliments qu'ils utilisent, mais le type d'aliments qu'ils considèrent comme les plus sains varie.
- Les deux volets de la recherche démontrent qu'il n'y a pas d'approche universelle pour communiquer efficacement avec ces propriétaires de porcs, car ils utilisent des sources d'information très variées, tant informelles que formelles, sur les soins des porcs.
- Dans la recherche quantitative et qualitative, les vétérinaires sont des sources d'information fiables. Alors que moins de la moitié des répondants ont demandé des soins vétérinaires pour leurs porcs au cours de la dernière année (39 % des agriculteurs et 41 % des non-agriculteurs), la recherche qualitative suggère que même ceux qui ne consultent pas régulièrement les vétérinaires leur font confiance et n'hésiteraient pas à en consulter un s'ils le jugeaient nécessaire.
- Les voies de communication informelles entre les agriculteurs semblent également importantes. La moitié (54 %) des agriculteurs et un quart des non-agriculteurs (24 %) y ont recours. Les personnes interrogées ont indiqué que ces types de réseaux informels pouvaient inclure des chaînes de messages texte ou l'application WhatsApp, des conversations directes avec des agriculteurs locaux ou leur fournisseur d'aliments pour animaux.
- Internet, y compris les médias sociaux, les sites Web particuliers et les sites Web des gouvernements provinciaux, sont également des sources d'information auxquelles ces publics ont recours.
- Les conseils, commissions et associations industrielles du porc sont une source que certains utilisent, mais les participants à la recherche qualitative ont noté 2 raisons pour lesquelles ils y prêtent moins d'attention et ne s'y joindront probablement pas en tant que membres :
  - certains ne sont pas d'accord avec l'idée d'élever des porcs pour l'abattage;

- d'autres ne voient pas la valeur d'être membre. Certains ont fait remarquer qu'ils obtiennent gratuitement tous les renseignements dont ils ont besoin auprès de ces sources et qu'ils n'ont pas besoin de bénéficier de leurs efforts de marketing ou de défense des intérêts, car ils ne vendent pas leur porc à titre commercial.
- Lorsqu'on leur demande comment ils aimeraient recevoir de l'information du gouvernement sur les soins à donner à leurs porcs, les répondants mentionnent le plus souvent les courriels (39 % des agriculteurs et 29 % des non-agriculteurs), les conversations directes avec les représentants de l'ACIA (29 % des agriculteurs et 24 % des non-agriculteurs) ou un site Web spécialisé (29 % des agriculteurs et 36 % des non-agriculteurs).
  - Près du tiers (29 %) des agriculteurs ont également mentionné qu'ils aimeraient recevoir des bulletins d'information traditionnels. Plusieurs participants du volet qualitatif ont mentionné qu'ils préféreraient aussi la communication sur papier.

## Cabinet de recherche

Earnscliffe Strategy Group Inc. (Earnscliffe)  
Numéro du contrat : 39903-210590/001/CY  
Date d'attribution du contrat : 4 décembre 2020

Je certifie par la présente, à titre de représentant d'Earnscliffe Strategy Group, que les produits livrables finaux sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits finaux ne comprennent pas de renseignements sur les intentions de vote aux élections, sur les préférences de partis politiques, sur les positions vis-à-vis de l'électorat ou sur l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :



Date : 26 mars 2021

Doug Anderson  
Associé principal, Earnscliffe